

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

#### *Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Ministère de la Justice  
Département de l'Immobilier de Lyon  
Le Britannia C/8 – 20, boulevard Eugène Deruelle – 69432 Lyon Cedex 03

#### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Monsieur le chef du Département de l'Immobilier de Lyon

#### *Objet du marché*

COUR D'APPEL DE LYON  
Travaux de réfection des systèmes de sûreté de la Cour d'Appel et du Nouveau Palais  
de justice de Lyon.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES .....	6
1-1. Objet du marché .....	6
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-3. Intervenants et forme des notifications .....	7
1-3.1. Représentation du pouvoir adjudicateur .....	7
1-3.2. Mandataire du maître de l'ouvrage.....	7
1-3.3. Conduite d'opération .....	7
1-3.4. Maîtrise d'œuvre.....	7
1-3.5. Contrôle technique .....	7
1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	8
1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC).....	8
1-3.8 Autres intervenants.....	8
1-3.9. Désignation de sous-traitants en cours de marché .....	8
1-3.10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques .....	8
1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité....	9
1-5. Contrôle des coûts de revient .....	9
1-6. Dispositions générales .....	9
1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	10
1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	10
1-6.3. Responsabilités et Assurances.....	12
1-6.3.1 Responsabilités .....	12
1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun .....	12
1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale : .....	12
1-6.3.4 Dispositions communes .....	13
1-6.4. Clauses sociales et environnementales .....	13
1-6.5. Autres dispositions générales .....	13
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	14
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES	

PRIX - REGLEMENT DES COMPTES .....	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s) et prestations supplémentaires éventuelles (PSE) .....	14
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes .....	14
3-2.1. Prix du marché .....	14
3-2.3. Rémunération des ouvrages : .....	15
3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix .....	15
3-2.5. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes : .....	15
3-2.6. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires.....	16
3-2.7. Approvisionnements .....	16
3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier .....	17
3-3. Variation dans les prix.....	17
3-3.1. Révision .....	17
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché .....	17
3-3.3. Choix de l'index de référence.....	17
3-3.4. Modalités de révision des prix .....	17
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	18
3-4. Modalités particulières de paiement .....	18
3-5. Augmentation du montant des travaux .....	19
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	19
4-1. Délai d'exécution.....	19
4-1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution.....	19
4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution.....	19
4-2. Prolongation des délais d'exécution .....	19
4-3. Intempéries.....	19
4-4. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance .....	20
4-4.1. Pénalités pour retard d'exécution .....	20
4-4.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts .....	21
4-4.3. Primes d'avance.....	21
4-5. Autres pénalités .....	21
4-5.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	21
4-5.2. Documents fournis après exécution .....	22
4-5.3. Période de préparation .....	22
4-5.4. Rendez-vous de chantier, réunions de la cellule synthèse et autres réunions. ....	22
4-5.5. Pénalités pour non remise de documents .....	22
4-5.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés .....	23
4-5.7. Pénalité pour non-respect des engagements d'insertion. ....	23
4-5.8. Autres pénalités diverses.....	23

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	23
5-1. Retenue de garantie.....	23
5-2. Avances .....	24
5.3 – Cession ou nantissement de créance .....	24
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	25
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	25
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	25
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	25
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage. ....	25
ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES .....	26
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	26
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) .....	26
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux .....	26
7-4. Piquetage général .....	26
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	26
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	27
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	27
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	28
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément .....	29
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers .....	29
8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise .....	29
8-4.2. Fonctionnement du chantier.....	29
8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS) .....	30
8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	32
8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	32
8-4.6. Démolition de constructions .....	32
8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre.....	32
8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques .....	32
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé .....	32
8-6. Registre de chantier.....	32
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	33
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	33
9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	33
9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	33
9-2. Réception .....	33

9-2.1. Réception des ouvrages.....	33
9-2.2. Réceptions partielles .....	33
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage .....	33
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	33
9-5. Documents fournis après exécution .....	33
9-6. Délai de garantie .....	34
9-7. Garanties particulières.....	34
ARTICLE 10. RESILIATION.....	34
10-1 Redressement ou liquidation judiciaire.....	34
10-2 Autres motifs de résiliation .....	35
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D’INSERTION .....	35
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	39

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.*

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

### 1-1. Objet du marché

La présente consultation concerne les travaux de réfection des systèmes de sûreté de la Cour d'Appel et du Nouveau palais de justice de Lyon, à savoir : Contrôle d'accès, vidéo surveillance et anti-intrusion.

Les travaux se dérouleront sur 2 sites distinct (1 par lot) :

- Nouveau Palais de Justice de Lyon (NPJ) sis 44, rue Bonnel, 69003 Lyon.
- Cour d'Appel de Lyon sis 1, rue du Palais de Justice, 69005 Lyon. (**Monument Historique classé**)

Ils se dérouleront **en sites occupés avec maintien de l'activité judiciaire, par nature sensible**. Ces sites se caractérisent par l'importance et la sensibilité de leurs activités qui nécessitent une attention particulière de la part de l'ensemble des intervenants. Les contraintes particulières de confidentialité, de réduction des nuisances, de sûreté, de sécurité et de fonctionnement judiciaire seront à prendre en considération pour la réalisation de ces travaux. En outre, d'autres travaux pourront se dérouler pendant la période de réalisation de cette opération, notamment, sur le nouveau palais de justice de Lyon, les travaux de création du Service d'Accueil Unique du Justiciable (SAUJ) et de réfection des réseaux d'eau, et sur la cour d'appel de Lyon, la mise en œuvre de protections sur les box des prévenus détenus.

### 1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur **2 lots** désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 01</b>	Sûreté NPJ
<b>Lot 02</b>	Sûreté CA

***En plus des prescriptions du cahier des clauses techniques communes de l'opération, et du cahier des clauses techniques particulières propres à son lot, chacun des titulaires devra prendre connaissance des dispositions générales communes à l'ensemble des lots et s'y conformer.***

### **1-3. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-3.1. Représentation du pouvoir adjudicateur**

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Eric LANGEAC  
Chef du département de l'immobilier de Lyon  
04 72 84 61 02 – [eric.langeac@justice.gouv.fr](mailto:eric.langeac@justice.gouv.fr)

#### **1-3.2. Mandataire du maître de l'ouvrage**

Sans objet.

#### **1-3.3. Conduite d'opération**

Sans objet

#### **1-3.4. Maîtrise d'œuvre**

Le maître d'œuvre est :

SAS MAESI SECURITY  
3 boulevard de Sébastopol  
75 001 Paris

L'équipe de maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission comprenant :

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;  
Le VISA sur les études d'exécution de l'entreprise travaux ;  
La direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) ;  
L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

Il assure également la mission complémentaire suivante :

- L'ordonnancement, la coordination et le pilotage de l'opération (OPC) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

La mission de coordination sur les systèmes de sécurité incendie (CSSI) est assurée par l'entreprise :

BEEM  
120 rue de saint Cyr  
69009 LYON

#### **1-3.5. Contrôle technique**

La mission de contrôle technique est assurée par :

QUALICONSLT  
Agence Clermont Ferrand  
38 rue de Sarliève  
63800 Cournon D'auvergne

[leo-hoan.simon@qualiconsult.fr](mailto:leo-hoan.simon@qualiconsult.fr)

Les missions confiées au contrôleur technique sont les suivantes :

- Missions de base L + Sei,
- Missions complémentaires Hand + F.

### **1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

La société désignée pour assurer la mission de CSPS est la société :

QUALICONSULT SECURITE  
Agence Saint-Didier-au-mont-d'Or  
5B rue Claude Chappe  
69370 Saint Didier au Mont d'Or  
[thierry.trotot@qualiconsult.fr](mailto:thierry.trotot@qualiconsult.fr)

désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

### **1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

La mission est effectuée par le MOE.

### **1-3.8 Autres intervenants**

Sans objet.

### **1-3.9. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3 ci-après.

Il ne pourra y avoir recours à la sous-traitance au-delà du second rang. Dans le cas où un sous-traitant souhaite sous-traiter une partie de ses prestations, Le sous-traitant de premier rang devra fournir au MOE et à la MOA un dossier relatif à son sous-traitant contenant les pièces administratives et une DC4 complétée. Les qualifications et capacités du sous-traitant de second rang seront visées par la MOE. Le paiement du sous-traitant de second rang sera effectué directement par le sous-traitant de premier rang.

### **1-3.10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par



l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

#### **1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après autorisation formelle de la part du maître d'ouvrage ou de la juridiction.

**Pour accéder aux installations du site, les documents d'identité des responsables, des salariés des entreprises titulaires, de leurs cotraitants et de leurs sous-traitants devront parvenir au moins une semaine à l'avance aux représentants des utilisateurs désignés ci-dessus pour vérification de la compatibilité avec la sécurité des sites judiciaires. Ce délai est amené à deux semaines pour les interventions devant avoir lieu dans les zones « détenus » gérés par la Police. Pour ces dernières zones, un extrait de casier judiciaire B3 devra également être transmis. Les représentants des utilisateurs pourront faire valoir une interdiction d'accès à certains de ces salariés, dans le cas d'incompatibilité entre leur situation judiciaire et la sécurité ou la sûreté des lieux. Dans ce cas, les entreprises devront pourvoir à leur remplacement, sans prétendre à aucune indemnité ou compensation, tant en terme financier qu'en terme de délai.**

Au regard des principes d'accès au site, il est demandé au titulaire de transmettre un dossier complet dans les 10 premiers jours de la période de préparation de chantier. Il est également demandé au titulaire de faire valider les accès au site pour une équipe de remplacement afin de palier au besoin de remplacement ou de nécessité d'augmentation des effectifs.

#### **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

#### **1-6. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

## **1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **1-6.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de

variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - o les salariés détachés par ses soins,
  - o les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - o ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
  - o Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

##### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code

du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-6.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### **1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :**

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

#### 1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc....) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-6.4. Clauses sociales et environnementales**

##### Clauses sociales :

Les conditions d'exécution des lots travaux comportent des clauses à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

##### Clause environnementale :

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets.

Tous les déchets feront l'objet d'un tri sélectif sur le lieu du chantier et seront évacués par l'entreprise dans les lieux appropriés à leur prise en charge, voire leur traitement ou leur recyclage. Lorsque les matériels ou matériaux déposés pourront être réutilisés, soit ils seront entreposés par l'entreprise en charge des travaux, remis en état et réemployés sur site soit il sera fait appel à une association de réemploi.

L'entreprise détaillera dans son mémoire technique si elle utilise des véhicules 100% électriques ou autres moyens de locomotion à faible émission (vélo-cargo, etc.) pour la mobilité de ses employés. Elle détaillera également la liste de ses employés formés à l'écoconduite.

#### **1-6.5. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
  - Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
  - Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
  - Le CCTG VDI Edition 2023 Version 1.0 du Ministère de la Justice ;
  - Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour sa partie commune et pour les documents relatifs à chaque lot, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
  - Le calendrier prévisionnel d'exécution visé à l'article 4-1.1 du présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
  - Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et les avis qui auraient d'ores-et-déjà pu être émis ;
  - Le mémoire technique rendu par l'entreprise contractualisé au moment de la remise des offres.
- La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix unitaires qu'elle contient.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s) et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Les présents marchés ne font pas l'objet de tranche optionnelle.

Les présents marchés font l'objet de prestations supplémentaires éventuelles. Celle-ci sont décrites dans le CCTP. La MOA décidera de retenir ou non une ou plusieurs PSE, pour chacun des lots indépendamment, au moment du choix du titulaire.

### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

#### **3-2.1. Prix du marché**

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement:

- apprécié toute difficulté inhérente au site, aux difficultés d'approvisionnement et d'accès, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc...,
- contrôlé les indications des documents du dossier de consultation des entreprises,
- pris en considération la spécificité d'un chantier sur un site judiciaire essentiel occupé, dans un établissement recevant du public avec une fréquentation importante ;
- pris en considération le classement au titre de l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la cour d'appel de Lyon, et les conséquences qui s'y rattachent (Avis de la conservation des monuments historiques sur les travaux impactant le patrimoine)

- tenu compte de l'environnement urbain du projet, tant en terme de circulation, que de stationnement et de sécurité par rapport au fonctionnement de l'ensemble des services locaux de la ville et de l'agglomération.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire. Les prix sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. Ces dépenses intègrent les éventuelles dispositions nécessaires à la prise en compte de la situation sanitaire liée à la COVID-19 ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;
- En tenant compte de la réalisation des **travaux en sites occupés, classé ERP 1° catégorie (pour le Nouveau Palais de Justice) et pour un service spécifique judiciaire avec les contraintes de sécurité et de sûreté qui s'y rattachent, tant pour ses employés, que pour les utilisateurs et usagers de l'établissement, ainsi que les contraintes liées aux procédures judiciaires qui se déroulent sur le site, 365 jours par an et 24 heures sur 24.**
- En tenant compte du **caractère patrimonial du bâtiment de la Cour d'Appel, classé au titre de Monuments Historiques dans son intégralité, y compris pour le mobilier intérieur.**
- En tenant compte des installations et du fonctionnement de chantier décrits à l'article 8-4 ci-après, au CCTP du lot concerné, aux prescriptions communes et des interactions avec les autres lots.
- En tenant compte des conditions particulières de stationnement en site urbain dense ;
- En tenant compte d'autres chantiers se déroulant sur site au moment des travaux.

### **3-2.2. Installations de chantier**

Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation du chantier, en application du 8-4.1 ci-après, et par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG, le maître d'ouvrage fournira à titre gratuit les prestations suivantes :

- le maître d'ouvrage fournira à titre gratuit les fluides, eau et électricité (fourniture seule, hors branchements et raccordements, dans la limite des débits et puissances disponibles sur site) ;

### **3-2.3. Rémunération des ouvrages :**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

### **3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix**

La maîtrise d'ouvrage pourra à tout moment demander un sous-détail ou une décomposition supplémentaire de prix.

### **3-2.5. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :**

- Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui sera remis au titulaire lors de la notification du marché.
- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12.1 et 12.2 du CCAG.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires**

Dans l'outil Chorus Pro, les projets de décompte sont nommés factures de travaux.

La transmission des projets de décompte s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique;
- décret n° 2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique;
- arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La dématérialisation des projets de décompte avec Chorus Pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne du projet de décompte et le dépôt en ligne du projet de décompte. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Dans un but de mise en œuvre des objectifs de traitement dématérialisé des projets de décompte au ministère, le titulaire devra recourir à cet outil pour la transmission de l'ensemble des factures relatives à l'opération dont il est question.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt du projet de décompte sur Chorus.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.



### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Le titulaire intervenant seul sur chaque site, les dépenses seront intégralement assurées par le titulaire.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### **3-3.1. Révision**

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles 3-3.2 à 3-3.4.

#### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix des travaux faisant l'objet des différents lots sont :

Index	Désignation
BT 47	Electricité

Ces index sont consultables sur le site de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Intitulé	Index
1	Sureté NPJ	BT 47
2	Sureté CA	BT 47

#### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après :

$$C_n = (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec  $I_{0-3}$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage

une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

Ce marché pourra donner lieu à décision de poursuivre.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Délai d'exécution**

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux ainsi que les délais distincts sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

#### **4-1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution**

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au présent dossier de consultation.

Il fixe les délais successifs des interventions de l'entreprise dans le respect du délai global du marché.

#### **4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré durant la période de préparation par l'OPC, dans le respect du délai d'ensemble du marché.

Il est notifié par ordre de service aux titulaires des différents lots et se substitue alors au calendrier prévisionnel. Tant que ce calendrier recalé n'est pas substitué au calendrier prévisionnel annexé au DCE, c'est ce dernier recalé à la date de notification du marché qui est en vigueur.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai de réalisation fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement. Ce calendrier modifié est notifié par un ordre de service du maître d'œuvre aux titulaires.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **4-3. Intempéries**

Le titulaire est tenu de signaler au Maître d'Œuvre par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois jours calendaires, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution du marché. Toute pièce utile permettant au Maître d'Œuvre de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doit lui être transmises.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service la suspension des travaux sur proposition du titulaire en cas d'intempérie.

Le délai d'exécution des travaux est suspendu pendant un nombre de jours égal à celui devant lequel l'intempérie dépasse les limites suivantes :

Catégorie	Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
A	Neige	5 cm	Entre 6 h00 et 18 h00
A	Pluie	15 mm	Entre 6 h00 et 18 h00
B	Vent	60 km/h	Entre 7 h00 et 18 h00 pendant 4 heures consécutives
C	Gel	- 4° C	Si à 7h00, la température extérieure était de -4° C et à 10 h00 elle est inférieure à +2° C

Les intempéries doivent faire l'objet d'attachements journaliers. Le Maître d'œuvre ou l'OPC indique le nombre de jours d'intempéries au compte rendu de chantier.

Nature des travaux pour lesquels les intempéries sont de nature à justifier la suspension de l'exécution du marché :

- intempéries type A : travaux de terrassement et fondations – VRD – Structure béton armé Etanchéité – Façades
  - intempéries type B : travaux de structure béton armé – Façades – Couverture – Vitrierie extérieure
  - intempéries type C : travaux de menuiseries extérieures – Travaux de béton – Etanchéité
- Autres lots avant clos couvert.

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert et/ou préchauffage ;
- approvisionnement et transport des matériaux et des personnes.

L'allongement des délais d'exécution du marché causé par des intempéries est notifié par ordre de service au titulaire. Les arrêts de travail ne sont pris en compte que dans la mesure où les travaux sont réalisés pendant la période contractuelle prévue au C.C.A.P. Ils sont comptabilisés par bâtiment et par corps d'état. Le titulaire met à la disposition du Maître d'Œuvre un cahier de relevé d'intempéries sur lequel sont mentionnés les jours d'arrêt effectifs et les motifs d'arrêt.

Une copie de ce cahier est annexée aux comptes rendus de chantier

#### **4-4. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

*Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG*, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

*Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG*, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

*Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG*, l'ensemble des pénalités est encouru sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat. Elles ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Elles ne sont pas assujetties à la TVA. Les montants inscrits ci-dessous sont hors taxe.

##### **4-4.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux

comparativement au calendrier détaillé d'exécution, ou d'une tâche formalisée par un compte-rendu, un ordre de service ou un planning.

Les pénalités ci-dessous s'appliquent également en cas de non-respect du délai distinct détaillé à l'article 3.3 de l'Acte d'Engagement (Lot 1 NPJ : réfection du système existant sur périmètre existant et raccordement du SAUJ).

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit une pénalité journalière dont le montant s'élève à :

Lot	Intitulé	Pénalité journalière en € par jour calendaire
01	Sureté NPJ	300
02	Sureté CA	300

Durant les travaux, les retenues seront appliquées du simple fait de la constatation du retard par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC sur le calendrier détaillé d'exécution. L'OPC notifiera à la maîtrise d'œuvre toute constatation de retards éventuels par rapport au dit-calendrier.

Elles seront payées avec le solde du marché si le titulaire a résorbé son retard au moment de la réception des travaux et n'a pas contraint à modifier le calendrier détaillé d'exécution d'un ou plusieurs lot(s). Dans le cas inverse, elles se transformeront en pénalités définitives.

Les retenues et pénalités, dans le cas d'entrepreneurs groupés, seront réparties conformément aux stipulations de l'article 20.6 du CCAG-Travaux.

Les pénalités de retard d'exécution s'appliquent également au retard de levée de réserve dans les délais fixés dans les conditions de l'article 9.2.1 du présent CCAP.

#### **4-4.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Les travaux pour la mise en fonctionnement de la nouvelle centrale de contrôle d'accès et vidéo-surveillance du Nouveau Palais de Justice font l'objet d'un délai distinct défini dans le planning d'exécution notifié par l'OPC. En cas de retard dans l'exécution de ces travaux, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit une pénalité journalière par jour calendaire dont le montant s'élève à **500 € HT**.

#### **4-4.3. Primes d'avance**

Sans objet.

#### **4-5. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

#### **4-5.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, à comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 300€.

#### **4-5.2. Documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300€.

#### **4-5.3. Période de préparation**

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixée à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300 €.

#### **4-5.4. Rendez-vous de chantier, réunions de la cellule synthèse et autres réunions.**

Le titulaire répond aux convocations qui lui sont adressées par le Maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre ou l'O.P.C. dans le délai imparti. Il est tenu d'assister aux réunions de chantier, de la cellule de synthèse, et, d'une manière générale, à toute réunion jugée nécessaire par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, l'OPC auxquelles il est convoqué.

Préalablement à la réunion, le titulaire est considéré avoir préparé les questions qu'il estime nécessaire de poser pour la bonne exécution du chantier.

A l'issue des réunions de chantier ou de la cellule de synthèse, le Maître d'Œuvre établit un compte-rendu qu'il diffuse par courriel au Maître de l'Ouvrage, au Coordonnateur SPS, à l'O.P.C., au contrôleur technique et au titulaire.

A l'issue des réunions de chantier, l'O.P.C. établit un compte-rendu qu'il diffuse par courriel au Maître de l'Ouvrage, au Maître d'Œuvre, au Coordonnateur SPS, au contrôleur technique et au titulaire.

Le titulaire accuse réception de ces courriels.

Il demande un tirage de ces compte-rendu s'il ne les a pas reçus dans un délai de 7 jours calendaires suivant la date de ladite réunion. A défaut, il est considéré l'avoir accepté.

Les dispositions du compte-rendu sont considérées comme acceptées par le titulaire, à l'exception des observations faites dans un délai de 5 jours calendaires à compter de sa réception. Ces observations ne dispensent pas le titulaire d'exécuter ses obligations contractuelles.

En cas d'absence ou de retard de plus d'une demi-heure à la réunion de chantier ou de la cellule de synthèse le titulaire encourt une pénalité fixée à **150 €** sans mise en demeure préalable.

#### **4-5.5. Pénalités pour non remise de documents**

Les documents (plan, plan de retrait, note de calcul, planning, détail, devis, dossier des ouvrages exécutés, DIUO...), échantillons ou prototypes, demandés par le Maître d'œuvre, l'OPC, le Bureau de Contrôle ou le coordonnateur SPS, et non fournis en temps et en heure pourront entraîner l'application d'une pénalité journalière de 200 € par jour calendaire et par document, les documents remis non conformes étant considérés comme non remis.

#### **4-5.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés**

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### **4-5.7. Pénalité pour non-respect des engagements d'insertion.**

En cas de non-respect des engagements d'insertion le titulaire encourt une pénalité de 60 € par heure non réalisée ou non validé par le maître d'ouvrage sur avis de la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.

Absence ou refus ou retard de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action 1/3000° du montant HT de son marché par jour calendaire de retard (arrondi à la dizaine d'euros supérieure). Dans la limite de 100 € par jour calendaire de retard.

#### **4-5.8. Autres pénalités diverses**

En cas de non-respect des règles d'accès au site, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par constat.

En cas de retard dans la levée de réserves, le titulaire encourt une pénalité journalière de 200€.

Dans le cas où l'un des compagnons ne disposerait pas de sa carte OPPBTP sur lui lors d'un contrôle sur le chantier, l'intéressé devra immédiatement quitter le chantier et le titulaire encourra une pénalité de 150 € par constat. Des contrôles peuvent notamment être réalisés par la maîtrise d'œuvre, par l'OPC, par le CSPS, par la maîtrise d'ouvrage.

En cas de défaut de nettoyage de chantier constaté par le maître d'œuvre ou l'OPC, il sera appliqué une pénalité de 200 € par jour ouvrable

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5% est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Lorsque le marché prévoit une retenue de garantie, celle-ci est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée

## **5-2. Avances**

Une avance est accordée au titulaire et au sous-traitant de premier rang lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf si le titulaire ou le sous-traitant de premier rang refuse son paiement dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 5 %. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 60 % du montant initial TTC du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître d'ouvrage. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **5.3 – Cession ou nantissement de créance**

Le titulaire est autorisé à remettre le marché en nantissement dans les conditions de droit commun.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, si le titulaire souhaite recevoir l'exemplaire unique de son marché, il devra en faire la demande auprès du Maître d'ouvrage. Il lui sera remis sans frais :



- une copie de son marché certifiée conforme par le Maître d'ouvrage ; elle sera revêtue d'une mention indiquant qu'elle forme titre pour la constitution du nantissement ou de la cession et qu'elle est délivrée en exemplaire unique ;

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Toutes les conséquences sur le chantier pourront être portées à la charge de l'entreprise qui ne respectera pas les dispositions prévues pour le contrôle et la vérification de la qualité des matériaux à mettre en œuvre (délais, reprises de travaux,...).

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Les dispositions sont précisées dans les CCTP, notamment pour le tir des matériaux déposés.

## **ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Pour toute implantation sur le domaine public concernant les installations de chantier, les lieux de stockage, l'entreprise fera diligence pour toutes les formalités administratives et d'informations.

Le titulaire effectue une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration doit être effectuée auprès des exploitants de réseaux.

En cas d'informations erronées transmises par les concessionnaires à l'entreprise, le Maître d'ouvrage ne saurait être tenu responsable des éventuelles conséquences dommageables qui en seraient la cause.

Le titulaire fait réceptionner sans réserve, à ses frais, par les concessionnaires les travaux nécessaires pour la mise en service des installations relatives aux réseaux, au plus tard un mois avant la date fixée pour la réception des travaux.

Il s'agit, par exemple :

- de l'obtention, quarante-cinq (45) jours avant la date fixée pour la réception des travaux, des attestations destinées aux concessionnaires, telles que les attestations de conformité CONSUEL et QUALIGAZ.

Le titulaire s'engage à fournir au Maître d'œuvre toutes les informations obtenues auprès des concessionnaires, en particulier celles relatives aux rendez-vous de visites de réception et à faire mentionner dans les comptes rendus de chantier ou à faire annexer à ces mêmes comptes rendus toutes pièces attestant l'exécution de ses obligations.

### **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

### **7-4. Piquetage général**

Sans objet.

### **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Sans objet.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### ***8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux***

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

**- Par les soins du maître d'ouvrage :**

- Approbation des modalités d'accès, de circulation de chantier et de fonctionnement établies par l'OPC.
- Approbation par le maître d'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 du CCAG

**- Par les soins du responsable de l'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier (OPC) :**

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre et les titulaires ;
- Elaboration du calendrier des études de synthèse menées par le maître d'œuvre en concertation avec les titulaires ;
- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-dessus en concertation avec le maître d'œuvre et les titulaires ;

**- Par les soins du maître d'œuvre :**

- Etablissement des études de synthèse sur la base des plans d'exécution des ouvrages ;
- Visa et notification du calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-dessus.

**- Par le bureau de contrôle :**

- Visa des études d'exécution.

**- Par les soins des titulaires :**

- Les relevés de côtes sur site ;
- Les études d'exécution sur la base des études d'exécution du MOE fournies au DCE ;
- Ensemble des documents prévus au CCTP, y compris PPSPS, SOGED...etc. ainsi que les éventuels compléments demandés par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage ;
- Désignation des intervenants de l'entreprise sur le chantier, présentation des cartes d'identité ou pièces en tenant lieu, présentation des cartes grises de véhicules au maître d'ouvrage aux fins de vérification au titre de la sûreté des sites judiciaires ;
- Transmission des copies des cartes OPPBTP des intervenants au maître d'ouvrage ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, établissement, sous la coordination de l'OPC, et présentation à la validation du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de **30 jours** suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Ce programme comporte notamment :
  - Etablissement des études, notes de calcul et plans de chantier nécessaires à la définition des ouvrages et/ou demandés par le maître d'œuvre et à soumettre à son visa

- Fournitures des essais, PV et tout autre document technique demandés par le maître d'œuvre et/ou le bureau de contrôle
  - Fourniture des échantillons ou nuanciers pour choix par le maître d'ouvrage en lien avec le maître d'œuvre
  - Etablissement des plans d'installations de chantier,
  - Dispositions pour la protection des existants, y compris pour la réduction des nuisances dues au chantier, et des conditions d'accès pour le public et le chantier
  - Fourniture des copies des cartes d'identité et cartes OPPBTP du personnel amené à travailler sur site (cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitants et sous-traitants).
- Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de **15 jours** à compter du début de la période de préparation.

Une visite d'inspection commune sera organisée par le CSPS après remise du PPSPS.

- L'ensemble des études demandées au CCTP.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

## **8-2. Etudes d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire sur la base des études d'exécutions fournies par le MOE et des relevés de côtes du titulaire sur site.

Les études d'exécution des ouvrages, établies par le titulaire, sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

### **8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément**

L'entrepreneur est tenu de fournir au maître d'œuvre, à ses frais, tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément conformes au CCTP, et ce dans les délais prévus par celui-ci, où à défaut avant l'expiration de la période de préparation.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'entrepreneur sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant ne lui a pas été notifiée par le maître d'œuvre.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Les installations sont décrites dans le CCTP.

#### **8-4.2. Fonctionnement du chantier**

##### **8-4.2.1 Fluides**

Le maître d'ouvrage mettra à disposition de l'entreprise les points de livraison existants en eau et en électricité, et prendra en charge les consommations (les frais de branchements et canalisations pour les dessertes d'eau et d'électricité des zones de travaux demeurent à la charge des titulaires. La réalisation des installations de chantiers est décrite au CCTP)

##### **8-4.2.2 Nettoyage de chantier**

Pour le nettoyage du chantier, chaque titulaire doit :

- laisser quotidiennement le chantier et les abords de chantier propres et libres de tous déchets après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- trier et évacuer ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur ;
- se conformer aux règles sanitaires en vigueur, notamment dans le cas éventuel de reprise des dispositions contre la COVID-19.

Le nettoyage de la base vie de chantier sera assurée par le titulaire. Il comprendra le nettoyage des sols et surfaces, des sanitaires et douches dédiés au chantier, ainsi qu'un nettoyage minutieux du micro-onde et du réfrigérateur qui seront installés dans la base vie de chantier. Ce nettoyage aura lieu au moins une fois par semaine.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage se réservent la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans un délai de 48 heures, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

##### **8-4.2.3 Nettoyage et remise en état de livraison**

Préalablement à la réception le titulaire doit un nettoyage soigné des ouvrages réalisés. En cas de dégradation des ouvrages réalisés avant réception ou des abords du chantier trouvant son origine dans la réalisation du chantier, la remise en état sera à la charge du lot concerné. S'il n'est pas possible d'identifier le lot à l'origine des dégradations, le montant nécessaire à la reprise des dégradations sera impacté au compte prorata.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage se réservent la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans un délai de 48 heures, de faire intervenir aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise extérieure.

#### **8-4.2.4 Garde du chantier, sureté du site**

Le titulaire est responsable d'assurer la garde de ses ouvrages, approvisionnements et installations réalisées, et ce jusqu'à la date de réception de son marché.

Le titulaire est responsable d'assurer la parfaite sureté du site et d'empêcher toute pénétration à l'intérieur du palais de justice via ses installations de chantier.

### **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

#### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

#### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

#### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

##### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs

contrats ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

La mission et les interventions du coordonnateur SPS ne modifient pas la nature ni l'étendue des obligations du titulaire, en application des dispositions du code du travail, dans le domaine de l'hygiène, de la sécurité et de la protection de la santé.

Le titulaire collabore avec le coordonnateur SPS dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé.

Le titulaire prend en compte les observations du coordonnateur SPS inscrites dans le registre-journal de la coordination, et il fournit toutes les informations et documents de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le titulaire s'engage à communiquer au coordonnateur SPS tous les éléments nécessaires à l'élaboration du Dossier d'intervention ultérieure qui rassemble toutes les informations et documents de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures (plans, notes techniques, etc...).

#### **D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

#### **E – Plan particulier de sécurité et de protection de la santé**

A supposer que les dispositions des articles L. 4532-9 du code du travail le prévoient, le titulaire remet au coordonnateur SPS, dans un délai de 30 jours après la notification du marché, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans les conditions prévues aux articles R. 4532-56 à R. 4532-76 du code du travail.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du PGCSPP conformément aux dispositions des articles R.4532-64 à R.4532-65 et 4532-66 du code du travail.

Le plan particulier de Sécurité et de Santé est mis à jour par le titulaire. Il en informe le coordonnateur SPS. Il peut être consulté en permanence sur le chantier et mis à la disposition du médecin du travail ainsi qu'aux membres des comités sociaux et économiques et toutes les personnes énumérées à l'article R.4532-73 du code du travail. Il est conservé par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Les dispositions du présent article sont applicables aux sous-traitants. Il appartient au titulaire de les faire appliquer par ses sous-traitants.

Le titulaire ne pourra pas être autorisé à intervenir sur le chantier avant approbation du plan particulier de sécurité et de protection par le coordonnateur SPS.

#### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

En cas de besoin, notamment pour des demandes d'occupation temporaire de voirie, l'entreprise concernée se rapprochera des services techniques municipaux pour s'accorder sur les mesures à mettre en œuvre.

#### **8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6. Démolition de constructions**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre**

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les reprises des dégradations causées aux voies publiques seront à la charge du titulaire. Ces réparations seront mises en œuvre en accord avec les services techniques municipaux.

#### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Les frais de voirie seront à la charge de l'entreprise, aucune place de stationnement ne peut être fournie par le maître d'ouvrage en dehors de l'emprise des sites.

#### **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.



## **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

### **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par celui-ci à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

#### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par celui-ci à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-2. Réception**

#### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Certains ouvrages (centrales de contrôle d'accès et de vidéosurveillance du Nouveau Palais de Justice) feront l'objet d'une mise à disposition, notamment dans le but d'y raccorder d'autres projets (Service d'Accueil Unique du Justiciable). Le raccordement sur la centrale sera à la charge du titulaire, cependant la mise à jour quotidienne des droits de badges sera à la charge des services utilisateurs. Les limites de prestations sont détaillées dans le CCTP.

### **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécution et de localisation conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les fiches techniques des produits mis en œuvre ;
- Les notices de fonctionnement, comprenant notamment les indications relatives aux consommations d'énergie de référence des appareils ;
- Les prescriptions de maintenance ;
- Les schémas (synoptiques, unifilaires...etc.) des installations existantes modifiées par

le projet.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Après VISA du DOE par le maître d'œuvre, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage une clef USB comprenant l'ensemble du DOE sous format numérique. Le DOE sera en format modifiable **et** en format non modifiable. Deux exemplaires papier sont également à remettre au maître d'ouvrage.

### **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-7. Garanties particulières**

Sans objet.

## **ARTICLE 10. RESILIATION**

### **10-1 Redressement ou liquidation judiciaire**

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur en application de l'article L. 622-13 du Code du Commerce.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant d'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois évoqué ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

## **10-2 Autres motifs de résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le maître d'ouvrage des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption, la justification de son enregistrement légal et la transmission des attestations, polices d'assurances et garanties notamment financières que le cessionnaire respectera toutes les obligations du présent marché.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux frais et risques du titulaire en application de l'article 46.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du maître d'ouvrage, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 10-1 du présent CCAP.

Dans le cas de la résiliation du marché pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire est réputé disposer d'un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.[\[CL1\]](#)

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Les opérations de liquidation du marché à la suite de la résiliation du marché sont régies par les clauses du CCAG.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, le département

immobilier de Lyon fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit au Pôle Emploi ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois ;
- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrit au Pôle Emploi ;
- Bénéficiaire de minimas sociaux ;
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail ;
- Bénéficiaire d'un Pass IAE ;
- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ;
- Jeune de -26 ans qualifiés (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Participant au dispositif Itinéraire Emploi Renforcé ;
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation).
- D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte du département immobilier de Lyon, en amont de tout contrat de travail.

Cela consiste pour le titulaire du marché, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à **une action d'insertion d'une durée minimum selon les modalités définies ci-dessous** :

<b>Lots</b>	<b>Volume Insertion (en heure)</b>
01 : Sureté NPJ	200
02 : Sureté CA	200

- 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché. Cette embauche peut se réaliser par tous contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation. A noter que dans le cadre de contrat de professionnalisation et de contrat d'apprentissage, les heures de formation réalisées durant le contrat sont valorisables au titre de la clause d'exécution à caractère social.
- 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés dans les mêmes conditions de durée. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.
- 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'Insertion, Régie de Quartier et Atelier Chantier d'Insertion (sous conventionnement avec l'Etat), une Entreprise Adaptée ou Etablissement et Services d'Aide par le Travail. Le titulaire peut sous-traiter en totalité la part de travail réservée à l'action d'insertion au profit d'une Structure d'Insertion par l'Activité Economique. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.

Le titulaire précisera dès la notification de son marché, en relation avec la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, un référent insertion du maître d'ouvrage, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning de mise en œuvre de son engagement d'insertion. Le titulaire désignera son propre correspondant insertion. **A noter que la date du contrat de travail doit être postérieure à la date du marché, sauf dans le cas d'une mutualisation, qui sera à faire valider par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.**

Afin de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de cette clause sociale, le département immobilier de Lyon a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises géré par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.

### **Durée d'éligibilité :**

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

### **Principe de mutualisation**

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale. En cas d'embauche en CDI par une entreprise, une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois, dans la limite d'un plafond de 3640 heures d'insertion.

### **Sous-traitance**

Les titulaires entretiennent avec toutes leurs parties prenantes et, en particulier, avec leurs co-traitants, leurs sous-traitants et leurs fournisseurs, des relations placées sous le signe de l'honnêteté et de l'équité, en accord avec les principes éthiques. Lorsque l'effort d'insertion est réparti entre différentes entreprises, les entreprises titulaires s'engagent à ne pas appliquer d'éventuelles pénalités prévues dans les accords commerciaux qui les lient à leurs co-traitants, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs si lesdites pénalités ne sont pas appliquées par le Maître d'Ouvrage ayant imposé un effort d'insertion.

En outre, si une pénalité était appliquée par le Maître d'Ouvrage, la pénalité répercutée par le signataire à ses co-traitants, sous-traitants ou fournisseurs ne saurait être supérieure à celle appliquée par le Maître d'Ouvrage.

Le titulaire du marché s'engage à informer et à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant, en proportion des prestations qui lui sont confiées, sa part ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie calculée définie dans les modalités de mise en œuvre de l'action insertion.

**Enfin, l'engagement d'insertion ne doit pas être porté par un sous-traitant dont le volume d'heures prévisionnel est en deçà de 70 heures d'insertion. Si ce volume d'heures semble trop élevé par rapport au volume financier du marché, il est possible d'en échanger avec l'AMOI.**

Le titulaire précisera dès la notification de son marché, en relation avec la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, un référent insertion du maître d'ouvrage, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning de mise en œuvre de son engagement d'insertion. Le titulaire désignera son propre correspondant insertion. **A noter que la date du contrat de travail doit être**

**postérieure à la date du marché, sauf dans le cas d'une mutualisation, qui sera à faire valider par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.**

### **Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion pour le Département immobilier**

L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné ci-dessous par le Département immobilier est chargée de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

#### **Contact :**

Maison Métropolitaine d'insertion pour l'emploi (MMI'e)  
24 rue Etienne Rognon 69007 LYON  
Elsa MAUNIER, facilitatrice clauses sociales  
Téléphone : 04.78.60.20.82  
Mail : [emaunier@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:emaunier@lyonmetropole-mmie.fr)

### **Appui et conseil au titulaire du marché et aide au recrutement**

La Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi apportera un soutien méthodologique aux entreprises pour les aider à satisfaire à la clause sociale, une fois que celles-ci auront été rendues attributaires des marchés ou des lots de marchés correspondants :

- Assister les entreprises dans les recrutements (recherche de candidat, présélection...)
- Conseil sur les modalités
- Benchmark sur les acteurs de l'emploi et de l'insertion du territoire
- Proposition de candidats
- Mise en place des actions de préparation des publics
- Interlocuteur privilégié des entreprises
- Informe sur l'état d'avancement des clauses sociales
- Accompagner les sous-traitants sur la réalisation de la clause sociale

### **Suivi et évaluation de la clause sociale**

La Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi assure ce suivi pour le compte du département immobilier de Lyon, **le titulaire s'engage donc à répondre à ses sollicitations et à fournir, dans un délai défini ci-dessous, tous renseignements nécessaires** (*NOM - Prénom, date de naissance, adresse, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé...*) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

Pour ce faire, l'entreprise attributaire devra retourner, directement auprès de la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, le récapitulatif mensuel des heures tous les 10 de chaque mois, sur la base du modèle joint en annexe du CCAP, à compter de la date d'embauche, de mise à disposition ou de valorisation. La consolidation des relevés d'heures mensuels sera faite par l'Assistance Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le département immobilier de Lyon.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements ainsi que la non réalisation des engagements d'insertion entraîne l'application de pénalités. En cas de départ prématuré d'une personne embauchée ou mise à disposition, l'entreprise sera tenue de le signaler sous 10 jours et s'engage à tout mettre en œuvre pour la remplacer dans des conditions identiques.

### **Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel :**

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article X – Condition d'exécution à caractère social du CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'e) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données de la MMI'e (dpd@lyonmetropole-mmie.fr)
- De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

<b>CCAP</b>		
CCAP 1-3.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.2	déroge à l'article	9.1.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-5	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	19.2.1, 19.2.2 et 52.1 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28-2.2 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

